

## **CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS** **SÉANCE DU 20 JANVIER 2025**

**PRÉSENTS** : Madame LEROUX, Vice-Présidente, Mesdames DESBOIS, FORGET, GESLIN, LE FUR, LEBOURDAIS, THEVARD, Messieurs AMOUSSOU-TOSSOU, CHOUZY, MOLVAUX,

**EXCUSÉS** : M. LE SCORNET, Président qui donne pouvoir à Mme LEROUX,  
Mme BAYER qui donne pouvoir à Mme LE FUR,  
Mme MARILLET qui donne pouvoir à Mme FORGET,  
M. MOTTAIS qui donne pouvoir à M. CHOUZY,

**ABSENTE** : MME OLIVIER

### **ORDRE DU JOUR** :

1. Approbation du Compte-rendu du Conseil d'Administration du 2 décembre 2024,
2. Décisions du Président depuis la dernière séance,
3. RH : Recrutements agents vacataires,
4. Maintien à Domicile : Tarifs prestations SAAD 2025,
5. Résidence Autonomie : acquisition d'un logiciel métier,
6. Action Sociale : convention de partenariat Solidarité avec le Crédit Mutuel,
7. Action Sociale : Séjour Seniors en Vacances 2025 du CCAS
8. Action Sociale : Demandes de secours.

### **1) Approbation du Compte-rendu du Conseil d'Administration du 2 décembre 2024**

- Compte-rendu approuvé
- Infos :  
Monsieur ANGOT informe les administrateurs qu'un courrier de remerciements de l'ADMR a été envoyé au CCAS pour l'accord de subvention de 2024.  
Monsieur ANGOT informe également que le CCAS a obtenu le dégrèvement de la Taxe d'habitation de 2023 pour le logement impasse de la Davière.

### **2) Décisions du Président**

- N° 2024 – 29 du 23/12/24 : **accord d'un secours de 241,98 €**, pour l'achat d'une gazinière à une personne seule – paiement au magasin But Mayenne.
- N° 2024 – 30 du 23/12/24 : **accord d'un prêt de 60,00 €**, pour l'achat d'une gazinière à la même personne que le secours ci-dessus - paiement au magasin But Mayenne. Cette somme sera versée au magasin BUT à Mayenne. Le montant du prêt sera remboursé en 3 mensualités de 20,00 € à partir du 10 février 2025.

## Décisions prises :

### **N°2025-01 : RESSOURCES HUMAINES – Recrutement d'agents vacataires pour la période de février 2025 à décembre 2025 et détermination de leur valorisation**

Conformément à l'article L. 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. L'article 3 de la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, dispose que les emplois au sein des collectivités territoriales doivent être pourvus par des emplois titulaires. Néanmoins, le recrutement de vacataires est autorisé lorsque les trois conditions suivantes sont réunies :

- recrutement pour exécuter un acte déterminé,
- recrutement discontinu dans le temps et répondant à un besoin ponctuel de l'établissement public,
- rémunération attachée à l'acte.

Compte tenu des besoins de continuité des services et conformément aux inscriptions budgétaires, il convient de créer les emplois non permanents suivants sous forme de vacations et de fixer leur rémunération à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 :

Direction	Service	Poste	Effectif simultané sur une journée	Rémunération brute
DASSP / CCAS	Résidence autonomie	Agent technique	2	14,50 € / heure

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique territoriale et notamment les articles L. 332-13 et L. 332-23 ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le budget du CCAS ;

Considérant les besoins du service et la nécessité de garantir la continuité du service public ;

Vu le tableau des effectifs du CCAS de Mayenne ;

Vu l'avis favorable du comité social territorial du 15 novembre 2024 ;

Il est demandé au Conseil d'Administration de bien vouloir :

- approuver cette proposition ;
- autoriser le Président ou son représentant à signer les contrats correspondants.

Les administrateurs, à l'unanimité des membres présents ou représentés, approuvent cette proposition et autorisent le Président ou son représentant à signer les contrats correspondants.

**N°2025-02B : MAINTIEN A DOMICILE : TARIFS DES PRESTATIONS DU  
SAAD 2025 à partir du 1<sup>er</sup> février 2025  
Annule et remplace**

Lors de la séance du 10 décembre 2024, le Conseil d'Administration de la CNAV a adopté les paramètres financiers des prestations d'actions sociales pour l'exercice 2025.

Le montant de l'aide humaine à domicile à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 s'établit à 26.80€ (30.10€ pour les dimanches et jours fériés).

Les prix des prestations des services d'aide et d'accompagnement à domicile mentionnés à l'article L. 347-1 du code de l'action sociale et des familles ne peuvent augmenter de plus de 3.84% en 2025 par rapport à l'année précédente.

Il est proposé au Conseil d'administration du CCAS de se prononcer sur l'ensemble des modifications des tarifs du service Maintien à domicile, à compter du 1<sup>er</sup> février 2025.

	Tarif au 01/02/25
Heures franchisées MSA	28,86 €
Tarif horaire semaine APA-PCH-AS	29,58 €
Tarif horaire dimanches & jours fériés APA-PCH-AS	32,44 €
Ticket modérateur APA semaine (au-delà de 24,58 € tarif APA)	5,00 €
Ticket modérateur horaire dimanches & jours fériés (au-delà de 24,58 € tarif APA)	7,86 €
Tarif horaire semaine autres caisses	26,80 €
Tarif horaire dimanches & jours fériés autres caisses	30,10 €
Tarif horaire semaine sans prise en charge	28,86 €
Tarif horaire dimanches et jours fériés sans prise en charge	31,56 €
* Tarif déplacement bénéficiaires par km effectué	0,50 €

Afin de tenir compte des difficultés rencontrées par le secteur de l'aide à domicile, le Conseil d'Administration de la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (CNAV) a validé lors de sa séance du 4 octobre 2023, une expérimentation nationale permettant l'ouverture d'une période d'essai et d'observation de 2 ans à compter de 2024 concernant un assouplissement de sa politique de tarification pour les heures d'intervention humaines à domicile.

Cette période d'essai et d'observation ouvre la possibilité aux SAAD conventionnés de modifier leurs tarifs de manière raisonnable au regard des vulnérabilités du public, leurs interventions auprès des bénéficiaires GIR 5 et 6 de l'action sociale retraite. Pendant la période susvisée, le SAAD pourra donc facturer au-delà du tarif horaire de la Cnav dans la limite du prix forfaitaire par prestation affiché sur le lieu d'accueil du public.

Il est proposé au Conseil d'Administration du CCAS de se prononcer sur ce forfait CARSAT :

	Tarif au 01/02/25
Tarif horaire semaine CARSAT	28.86 €
Tarif horaire dim & JF CARSAT	31.56 €
Tarif modérateur CARSAT (au-delà de 26,80 € tarif de référence)	2.06 €
Tarif horaire modérateur CARSAT dim & JF (au-delà de 30,10 € tarif de référence)	1.46 €

Après délibération, les administrateurs, à l'unanimité des membres présents ou représentés, valident les tarifs du SAAD présentés ci-dessus, sauf pour le "\*Tarif déplacement bénéficiaires par km effectué", les administrateurs valident ce tarif avec 8 voix "pour" et 6 voix "contre".

Ces nouveaux tarifs entrent en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> février 2025.

#### **N°2025-03 : Maintien à domicile : Tarifs pour la coordination du dispositif Gymadom**

Le dispositif Gymadom est porté par l'association Parcours&Vous depuis le mois d'octobre 2023. Il reçoit des financements par la Conférence des Financeurs du département de la Mayenne pour le déploiement des ateliers de prévention sur le territoire de Mayenne Communauté.

Suite à la séance du 14 octobre 2024, il a été adopté deux tarifs différenciés estimant que les structures accueillantes (dont la Résidence Autonomie) avaient plus de charges de gestion du dispositif sur site que les Services Autonomie à Domicile :

- 362 € pour les établissements accueillants,
- 181 € pour les Services Autonomie à Domicile.

Ces tarifs forfaitaires de coordination correspondaient pour un cycle de 4 mois.

Il est donc proposé pour le projet Gymadom les tarifs suivants :

- Base taux horaire 31,05 € par heure pour aide humaine
- Base remboursement frais kilométrique : 0,43 € par kilomètre
- Base forfait coordination :
  - ✓ 543 € pour les établissements accueillants pour un cycle de 6 mois soit une base forfaitaire de 90,50€ par mois
  - ✓ 271€ pour les Services Autonomie à Domicile pour un cycle de 6 mois soit une base forfaitaire de 45,25€

Ces tarifs restent inchangés de ceux votés lors de la séance précédente mais le cycle est augmenté à 6 mois.

Afin de pouvoir facturer l'association Parcours&Vous, il est demandé aux administrateurs du CCAS de confirmer l'établissement de ces 2 tarifs forfaitaires de coordination Gymadom.

Les administrateurs, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adoptent cette proposition.

**N°2025-04 : Résidence Autonomie : Acquisition d'un logiciel métier pour la gestion de la Résidence Autonomie – financement dans le cadre du Ségur du numérique ARS Pays de la Loire**

Après un démarchage en 2024 auprès de plusieurs prestataires de logiciel métier, la Résidence Autonomie de Mayenne avait retenu deux prestataires.

L'un de ces prestataires, la Société Equasens, développe le logiciel métier Titanlink, adapté à la gestion d'un ESMS (Établissement Social et Médico-Social) comme la Résidence Autonomie : dossiers Résidents, suivi soins et animations, suivi hébergement, entretien des locaux...

Cette Société qui équipe de nombreux établissements médico-sociaux en Pays de la Loire et Bretagne a proposé à la Résidence de Mayenne de rejoindre une « grappe » acceptée par l'ARS Pays de la Loire.

Dans le cadre de cette « grappe », chaque établissement dispose d'une enveloppe de 20 800 € TTC : 14 000 € pour le logiciel (dont 1 200 € pour du matériel informatique portable et/ou tablettes) et 6 800 € pour l'accompagnement aux usages (formations). La Société offre la première année de maintenance et d'hébergement et les 2 ans supplémentaires seront financés par la grappe : soit 3 ans au total sans frais récurrents.

Il y a 3 contrats : 1 contrat Titanlink, 1 contrat avec 5 jours de formation et 1 contrat hébergement.

Afin de concrétiser ce projet et de bénéficier des financements du Ségur du numérique, il est demandé au Conseil d'Administration de valider la proposition de la Société Equasens et d'autoriser Monsieur le Président à signer les 3 contrats.

Les administrateurs, à l'unanimité des membres présents ou représentés, approuvent cette proposition et autorisent le Président ou son représentant à signer les contrats correspondants.

**N°2025-05 : Action Sociale : Convention partenariat avec le Crédit Mutuel pour les Victimes de Violences Conjugales**

Le Crédit Mutuel Maine-Anjou Basse-Normandie a mis en place courant 2024 une convention de partenariat avec les associations départementales œuvrant auprès des victimes de violences conjugales afin de leur faciliter l'accès à un compte bancaire via un « Package de compte Solidarité et Urgence » ; notamment avec La Citad'Elle (ENOSIA) ; via le relogement des victimes.

Le Crédit Mutuel a souhaité élargir cette convention aux structures et services qui accompagnent plus globalement les victimes et propose ainsi une convention aux CCAS du Département pour permettre l'accès à un compte bancaire au nom de la victime, non connu du conjoint et non rattaché au domicile conjugal pour assurer ainsi leur protection et la discrétion nécessaire au départ du logement.

Ainsi, le CCAS de MAYENNE pourrait compléter une attestation d'accompagnement et / ou d'hébergement suivant les situations accompagnées, qui permettrait une prise en charge particulière des victimes auprès du Crédit Mutuel.

Il est donc proposé au Conseil d'Administration d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention de partenariat avec le Crédit Mutuel Maine- Anjou Basse- Normandie pour une mise en place dès février 2025.

Les administrateurs, avec 13 voix pour et une abstention, approuvent cette proposition et autorisent le Président ou son représentant à signer cette convention de partenariat.

### **N°2025-06 : Action Sociale : Séjour Seniors en Vacances 2025 du CCAS**

Porteur de projet dans le cadre d'un partenariat avec l'ANCV (Agence Nationale des Chèques Vacances), le CCAS de Mayenne organise depuis 2009, un séjour pour un groupe de personnes âgées de 60 ans et plus, domiciliées sur la commune.

Pour 2025, le CCAS souhaite renouveler son partenariat avec l'ANCV en proposant un nouveau séjour pour 30 personnes de 8 jours et 7 nuits, pour un coût max de 484 € pour les personnes non éligibles à l'aide ANCV et de 272 € pour les personnes éligibles à l'aide ANCV. A ce montant, seront ajoutés les frais de transport, la taxe de séjour, les frais de dossier et l'assurance annulation et éventuellement un supplément pour les chambres individuelles.

Après délibération, les administrateurs, à l'unanimité des membres ou représentés, décident :

- **de retenir la proposition du centre de vacances "Le Manoir d'Argueil" 76780 ARGUEIL du 6 au 13 septembre 2025,**
- **d'établir des critères de priorité**, si le nombre d'inscription des personnes bénéficiaires de l'aide venait à dépasser le plafond du crédit global ou / et le nombre d'inscription dépassait la capacité d'accueil du centre :
  1. priorité aux personnes non imposables et ayant le revenu fiscal de référence le plus faible
  2. priorité aux 1<sup>ers</sup> départs
  3. priorité aux personnes seules
- **Autorisent le Président à signer :**
  - ✓ la convention ANCV 2025,
  - ✓ la convention d'accueil avec le village vacances,
  - ✓ le contrat assurance annulation,
  - ✓ le devis pour le transport aller / retour avec le transporteur,
  - ✓ les conventions de partenariat avec les communes de Mayenne Communauté, si le nombre d'inscription de seniors mayennais était insuffisant.
- **Fixent les modalités financières :**
  - ✓ auprès du centre de vacances, le versement d'un acompte,
  - ✓ auprès du transporteur : versement d'un acompte pour valider la réservation du transport,

- ✓ encaissement d'un acompte auprès de la Régie Vacances du CCAS, à la pré-inscription des participants,
- ✓ Autorisent le remboursement par le CCAS de toutes les sommes versées en cas d'annulation pour raisons médicales (transport + séjour + ...)

---

**N°2025- NC01 / DEMANDE DE SECOURS**

Sur proposition du Service Social Départemental, les administrateurs, à l'unanimité des membres présents ou représentés, accordent un secours à une famille de **300,00 €**.

Cette somme sera versée à Maxi Débarras et Services 53240 PLACÉ en complément d'autres financements de différents partenaires.

**N°2025- NC02 / DEMANDE DE SECOURS**

Sur proposition du Service Social Départemental, les administrateurs, à l'unanimité des membres présents ou représentés, accordent un secours à une famille de **200,00 €**.

Cette somme sera versée à Orion Conduite Mayenne.

**Po le Présient,  
La Vice-Présidente,  
Nicole LEROUX**

